

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations, sigles et acronymes	VII
Avant-propos	XIII
Sommaire	XV

ÉTUDES

La liberté d'expression commerciale en droit de l'Union européenne, par Peter OLIVER et Thomas BOMBOIS	3
I. Introduction.....	3
II. La Convention européenne des droits de l'homme.....	4
A. Introduction.....	4
B. La liberté d'expression non commerciale	5
C. La liberté d'expression commerciale.....	5
D. Réorientation de la jurisprudence	11
III. Le droit de l'Union européenne	14
A. En général.....	14
B. La jurisprudence sur la liberté d'expression non commerciale.....	15
C. La jurisprudence sur la liberté d'expression commerciale	15
D. La législation de l'Union européenne	18
IV. L'interdiction des panneaux publicitaires à Grenoble	22
L'Union bancaire. Les nouveaux mécanismes de prévention et de gestion des crises bancaires, par Constantin A. STEPHANOU	25
Remarques préliminaires : l'avènement de l'Union bancaire	25
I. Les mécanismes de prévention des crises	26
A. Le corpus réglementaire unique.....	26
B. Le Mécanisme de surveillance unique (MSU).....	37

II. Les mécanismes de gestion des crises	47
A. Le changement de modèle	47
B. La directive sur le redressement et la résolution bancaire.....	48
C. Le Mécanisme de résolution unique (MRU) et le Fonds de résolution unique (FRU).....	61

**ACTES DU COLLOQUE
« LA NATURE JURIDICO-POLITIQUE
DE L'UNION EUROPÉENNE »**

Rapport introductif, par Sébastien ROLAND et Marie-Clotilde RUNAVOT	67
---	----

I. Pourquoi s'interroger sur la nature juridico-politique de l'Union européenne ? Pourquoi se confronter à l'énigme ?	69
A. Un objet évolutif.....	70
B. Des disciplines en mutation	74
II. Comment s'interroger sur la nature juridico-politique de l'Union européenne ? Comment répondre à l'énigme ?	78
A. Ce que qualifier veut dire. Précautions méthodologiques	79
B. Le principe de classification	82

La qualification de l'Union européenne par elle-même, par Stéphane DE LA ROSA	89
---	----

I. Les fondements de la qualification	93
A. La qualification par l'assimilation de la Communauté à un ordre juridique	93
B. La qualification par le renouvellement des catégories.....	96
II. L'instrumentalisation des qualifications.....	98
A. La qualification comme légitimation.....	98
B. La qualification comme fermeture	100

Délégation, gouvernance, gouvernementalité, par Nicolas LERON	107
I. La nature du processus d'intégration : quels moteurs et quels acteurs ?.....	108
A. Néofonctionnalisme et intergouvernementalisme : l'Union européenne comme nouvelle configuration d'intérêts	108
B. Constructivisme : l'intégration comme transformation.....	110
II. La nature politique de l'Union européenne : État régulateur ou démocratie parlementaire en devenir ?	112
A. Une légitimation fonctionnelle : État régulateur ou « <i>policies without politics</i> » ?.....	112
B. À la recherche d'une légitimité politique : une démocratie parlementaire en devenir ?	114
III. De l'Union européenne à la méta- <i>polity</i> européenne : un système ordolibéral dépolitisé ?	115
A. Une gouvernance multi-niveaux.....	116
B. Une <i>polity</i> sans <i>politics</i> ni <i>policies</i>	116
C. La dépolitisation tendancielle de la méta- <i>polity</i> européenne.....	119
IV. De la question de la nature à la question du régime de gouvernementalité	122
 La nature de l'Union européenne envisagée du point de vue de l'État membre, par Jean-Christophe BARBATO	 125
I. Une souveraineté préservée	130
A. La préservation des moyens de la souveraineté	131
B. La préservation de la compétence de la compétence	135
II. Une souveraineté renforcée et transformée	137
A. Un nouveau mode d'exercice	137
B. Une protection accrue	140
 La nature juridico-politique de l'Union européenne : les thèses tirées du fédéralisme, par Julien BARROCHE	 145
I. Construction de l'Union européenne et théorie du fédéralisme.....	145
A. Trois obstacles épistémologiques	145
B. Un cadre interprétatif renouvelé.....	149

II. L'Europe fédérale au-delà de l'État fédéral.....	152
A. Fédéralisme et État	153
B. Fédéralisme et individu	156
III. L'État membre au-delà de l'État souverain	160
A. Les États membres comme Tout.....	160
B. La détotalisation de l'État souverain	163

La métaphore constitutionnelle,

par Gaëlle MARTI..... 167

I. Penser la métaphore constitutionnelle	170
A. L'analogie constitutionnelle	170
B. L'ordre juridique européen : un ordre constitutionnel inachevé	173
II. Dépasser la métaphore	175
A. La contingence du cadre étatique	176
B. L'avènement du pouvoir constituant européen.....	178

L'Union européenne vue du droit international,

par Franck LATTY..... 181

I. L'exclusion de la qualification étatique	184
II. L'appartenance au lot commun : l'Union européenne en tant qu'organisation internationale.....	187
III. Une « <i>sui generis</i> » de l'Union européenne dans l'ordre juridique international ?.....	191

Ce que l'exercice en commun des compétences peut révéler de l'identité de l'Union européenne,

par Pierre-Yves MONJAL

I. Identification méthodologique : la spécificité de la qualification en droit de l'Union européenne	203
A. La « notion » comme contenant doctrinal.....	203
B. La qualification juridique comme contenu doctrinal	205

II. Identification notionnelle : la qualification de la spécificité de l'Union européenne	209
A. La spécificité de l'Union comme qualification juridique par défaut de l'Union.....	210
B. L'exercice en commun des compétences comme qualification identificatoire de la spécificité de l'Union.....	217

CHRONIQUES

Parlement européen, sous la responsabilité de Eleftheria NEFRAMI, avec la contribution de Cristina CONTARTESE, Magdalena LIČKOVÁ et Martin PETSCHKO	229
I. Vie institutionnelle	229
A. Les élections européennes, l'élection du président de la Commission, l'approbation du collège des commissaires, l'élection du Médiateur européen	230
B. Fonctionnement des institutions	231
C. Citoyens européens	235
D. Le Parlement européen et le contentieux devant la Cour de justice de l'Union européenne	236
II. Exercice des pouvoirs du Parlement européen	240
A. Union économique et monétaire	240
B. L'action extérieure de l'Union européenne	243
C. Protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne	265
D. Activités législatives du Parlement européen	268
E. Activités budgétaires du Parlement européen	281
Conseil européen et Conseil de l'Union européenne, sous la responsabilité de Rostane MEHDI	285
I. Dynamique et défis institutionnels	286
A. La solidarité politique du Conseil européen mise à l'épreuve en 2014.....	286
B. Le Conseil de l'Union : les présidences	290

II. Impulsion et conduite des politiques de l'Union	295
A. L'affermissement de la collaboration dirigée vers le retour de la croissance dans l'Union	295
B. Les Conseils et la politique intégrée énergie-climat	301
C. Les Conseils et l'ELSJ	307
III. L'action internationale des Conseils	310
A. Les Conseils et l'action « internationale » européenne	310
B. Les Conseils face aux crises internationales.....	316
Contentieux devant la Cour de justice de l'Union européenne, par Brunessen BERTRAND	321
I. La complémentarité des voies de droit : les implications de la systématique	323
A. Indépendance et complémentarité entre le recours en annulation et le recours en manquement	323
B. La requalification d'un recours en annulation en litige contractuel...	326
C. La délimitation du recours en responsabilité extra-contractuelle au regard d'autres recours.....	327
D. L'articulation du recours en carence et en annulation	330
II. L'accès aux voies de droit : les précisions sur la recevabilité	331
A. La notion d'acte attaquant dans le recours en annulation.....	331
B. La notion de juridiction	334
C. La recevabilité des questions préjudicielles	337
Droits fondamentaux, par l'Institut de droit européen des droits de l'homme sous la direction de Romain TINIÈRE, en collaboration avec Christophe MAUBERNARD et Claire VIAL.....	341
I. Du dialogue au discours : CJUE, Ass. plèn., 18 décembre 2014, <i>Projet d'accord portant adhésion à la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, avis 2/13</i>	342
A. Prolégomènes.....	342
B. (Quelques) perspectives pour la protection des droits fondamentaux en Europe.....	344
II. L'utilisation contentieuse de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne	347

III. La garantie non-juridictionnelle des droits fondamentaux dans l'Union européenne.....	353
IV. Les perspectives fluctuantes du droit à la protection des données à caractère personnel.....	356
A. Un droit visiblement encore méconnu	357
B. Une réforme législative avançant à pas comptés	358
C. Une jurisprudence exigeante et en pleine expansion	359
Citoyenneté, par Myriam BENLOLO-CARABOT, Anastasia ILIOPOULOU-PENOT et Sophie ROBIN-OLIVIER	363
I. Arrêts <i>O. et B., Reyes, Sean Ambrose McCarthy</i>	364
A. CJUE, Gde chbr., 12 mars 2014, <i>O. c/ Minister voor Immigratie et Minister voor Immigratie c/ B.</i> , aff. C-456/12	365
B. CJUE, 16 janvier 2014, <i>Flora May Reyes</i> , aff. C-423/12.....	368
C. CJUE, Gde chbr., 18 décembre 2014, <i>Sean Ambrose McCarthy</i> , aff. C-202/13	369
II. Arrêts <i>Dano et Saint Prix</i>	372
A. CJUE, Gde chbr., 11 novembre 2014, <i>Dano</i> , aff. C-333/13.....	372
B. CJUE, 19 avril 2014, <i>Saint Prix</i> , aff. C-507/12	377
III. Arrêts <i>G., Onuekwere et Ogieriakhi</i>	378
A. CJUE, 2 ^e ch., 16 janvier 2014, <i>Onuekwere</i> , aff. C-378/12 et G. C-400/12	378
B. CJUE, 2 ^e ch., 10 juillet 2014, <i>Ogieriakhi</i> , aff. C-244/13	383
Espace de liberté, de sécurité et de justice, sous la responsabilité de Henri LABAYLE, avec la participation de Amélie DA FONSECA, Léa DUMONT, Marion FONTAINE, Aurélie GARBAY, Marie GARCIA, Géraldine PEDROUZO-BACHOUÉ, Joanna PÉTIN, Sylvie PEYROU, Maitena POELMANS, Francisco SANCHEZ-RODRIGUEZ, Charlotte SAUMAGNE.....	387
I. Les politiques communes	387
A. La politique commune de contrôle aux frontières	387
B. La politique commune d'asile.....	390
C. La politique commune d'immigration	396

II. La coopération judiciaire civile	408
A. Les modifications législatives dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile	408
B. Les interprétations jurisprudentielles dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile	409
III. La coopération judiciaire pénale.....	412
A. La directive 2014/42/UE sur le gel et la confiscation des produits du crime	413
B. Directive 2014/62/UE du 15 mai 2014 relative à la protection pénale de l'euro et des autres monnaies contre la contrefaçon, et remplaçant la décision-cadre 2000/383/JAI	414
C. Un nouvel instrument en matière de reconnaissance mutuelle : la décision d'enquête européenne.....	417
D. Le contentieux autour du principe <i>ne bis in idem</i>	418
IV. La coopération policière et opérationnelle.....	422
A. La lutte contre le terrorisme.....	422
B. La protection des données	436
C. La compétence de l'Union européenne en matière de coopération policière : l'affaire <i>Commission c/ Parlement européen</i> <i>et Conseil de l'Union européenne</i>	445
Droit international privé de l'Union européenne, coordonné par Louis D'AVOUT, avec la participation de Patrick KINSCH, Jean-Sébastien QUÉGUINER, Sixto SÁNCHEZ-LORENZO, Marc-Philippe WELER et Michael WILDERSPIN.....	449
I. Questions générales.....	451
A. Aspects de droit international privé de deux avis de la Cour de justice	451
B. Conventions nouvelles approuvées par l'Union	458
II. Relations civiles ou commerciales	464
A. Problèmes de qualification	464
B. Débuts d'application du règlement Rome II.....	478
C. Litispendance et compétence exclusive.....	485
D. La procédure de saisie européenne des avoirs bancaires	493
E. Procédures d'insolvabilité	498

III. Statut personnel et relations familiales	508
A. Chevauchement du règlement Bruxelles II bis et de la Convention de La Haye du 25 mai 1980 : les deux notions clés d'« enlèvement » et de « résidence habituelle » de l'enfant (aff. C-376/13, <i>C e/ M</i>).....	508
B. Règlement (UE) n° 606/2013 relatif à la reconnaissance mutuelle des mesures de protection en matière civile	520
 Politique commerciale commune, par Christine KADDOUS et Lucie VÉTILLARD	527
I. Mesures de mise en œuvre de la politique commerciale et état des obstacles au commerce et à l'investissement rencontrés par les entreprises de l'Union	527
A. Adoption d'actes délégués et d'exécution en matière de politique commerciale.....	527
B. Rapport annuel 2015 sur les obstacles au commerce et aux investissements	529
II. Union douanière.....	531
A. Communication sur le contrôle des exportations des biens à double usage.....	531
B. Remboursement d'une dette douanière	533
C. Interdiction de transmission de certificats d'importation et notion d'abus de droit.....	535
III. Aspects commerciaux de la propriété intellectuelle	538
A. Stratégie pour la protection des droits de propriété intellectuelle dans les pays tiers.....	539
B. Compétence de l'Union de négocier une convention internationale sur la protection des droits des organismes de radiodiffusion	542
C. Conditions d'intervention des autorités douanières en cas d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle sans initiative des titulaires desdits droits.....	546
D. Violation de droits de propriété intellectuelle suite à une vente <i>via</i> un site internet d'un État tiers	549
IV. Investissements étrangers directs	552
A. Cadre pour la gestion de la responsabilité financière liée aux mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États	552
B. Conclusion par l'Union européenne de la Convention des Nations Unies sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États	556

V. Commerce et coopération au développement	557
VI. Relation entre le droit de l'Union européenne et le droit de l'OMC	561
A. Mise en œuvre des règles du commerce international dans l'Union européenne.....	562
B. Contrôle de la compatibilité des actes des institutions de l'Union au regard des règles de l'OMC.....	564
 Libre circulation des marchandises, par Claude BLUMANN	 569
I. Union douanière	571
A. Détermination de l'origine	571
B. Contrefaçons	572
II. Taxes d'effet équivalent	575
III. Mesures d'effet équivalent.....	577
A. Énergies nouvelles et renouvelables.....	577
B. Immatriculation des véhicules.....	591
C. Métaux précieux	598
D. Compteurs d'eau (métrologie)	599
 Droit des pratiques anticoncurrentielles, par Anne-Sophie CHONÉ-GRIMALDI.....	 603
I. La caractérisation des pratiques anticoncurrentielles	603
A. L'auteur de la pratique	603
B. La localisation de la pratique	604
C. Les éléments constitutifs de la pratique.....	605
II. La mise en œuvre du droit des pratiques anticoncurrentielles.....	610
A. L'action publique	610
B. L'action privée en réparation	615

Droit des pratiques étatiques anticoncurrentielles, par Loïc GRARD	619
I. Aides d'État	621
A. Notion	622
B. Légalité	631
C. Compatibilité.....	633
D. Procédures	645
II. Services d'intérêt économique général.....	651
A. Encore une occasion d'expliquer la jurisprudence <i>Altmark</i> dans le texte.....	652
B. La portée de l'article 106 § 2 TFUE.....	654
C. Éclairages sur les limites acceptables quant au comportement anticoncurrentiel d'un service d'intérêt économique général	655
 Contrats publics, par Anémone CARTIER-BRESSON et Delphine DERO-BUGNY.....	657
I. Actualité législative	657
A. Entrée en vigueur du nouveau paquet commande publique	657
B. Facturation électronique dans le cadre des marchés publics	666
C. Marchés publics et commerce mondial	667
II. Actualité jurisprudentielle	668
A. Exception <i>in house</i>	668
B. Critères de participation à un appel d'offres	672
C. Recours en matière de marchés publics	675
 Agriculture et alimentation, par Marc BLANQUET	679
I. Le cadre général de la PAC	680
A. Le cadre stratégique	680
B. Le cadre international.....	693
C. Le cadre financier	694
II. Mesures relatives aux marchés agricoles	698
A. La crise liée à l'embargo russe	698
B. Aperçu sectoriel.....	703

C. Les règles de conditionnalité.....	706
D. Les règles de concurrence	706
III. Le développement rural	708
A. Les normes européennes d'application.....	708
B. La structuration de la mise en réseau.....	709
C. Le financement du développement rural	710
D. Le niveau national	710
IV. Le « 3 ^e pilier » de la PAC : qualité des produits, santé et sécurité alimentaire	711
A. La qualité des produits agricoles	711
B. Une alimentation saine.....	718
C. Sécurité alimentaire.....	719
D. Santé et bien-être animal	720
 Transports, par Vincent CORREIA, Loïc GRARD et Sébastien MARTIN	 723
I. Transports terrestres	725
A. Le renforcement de la sécurité routière.....	725
B. Les précisions apportées au cadre juridique applicable aux services d'intérêt économique général.....	727
C. Quelques mesures en matière ferroviaire	730
II. Transport aérien et aviation civile	731
A. Aviation et protection de l'environnement	731
B. Sécurité et sûreté aériennes	733
C. Gestion du trafic aérien et ciel unique européen.....	735
D. Droits des passagers.....	737
E. Relations internationales et accès au marché.....	738
III. Transports maritimes et navigation fluviale.....	739
A. Droit du marché unique et de la concurrence.....	740
B. Navigation intérieure : aménagement du temps de travail pour les personnels navigant et de bord	744

Protection de l'environnement, par Ludwig KRÄMER	747
I. La planification environnementale	747
A. Le programme pour 2015	747
B. Le changement climatique	749
C. Normalisation industrielle	749
II. Questions horizontales	749
A. Accès à l'information	749
B. Accès à la justice	751
C. Évaluation d'impact	752
D. Prévention d'accidents	752
III. Les secteurs	753
A. Biodiversité et conservation de la nature	753
B. Produits	755
C. Installations industrielles	757
D. Pollution des eaux	758
E. Pollution de l'air, bruit et changement climatique	760
F. Déchets	762
IV. Intégration des exigences en matière d'environnement dans les autres politiques	763
A. Énergie	763
B. Commerce	764
C. Tourisme	765
 Énergie, par Claire VIAL et Vincent BOUHIER	 767
I. Le fonctionnement du marché intérieur	771
A. Un marché concurrentiel	772
B. Un marché interconnecté	783
II. La protection de l'environnement	791
A. La promotion de l'efficacité énergétique	791
B. Le développement des énergies renouvelables	793
C. La réduction des émissions de gaz à effet de serre	795
D. La recherche de nouvelles ressources énergétiques	801
III. La coopération internationale	803

Santé publique, par Nathalie DE GROVE-VALDEYRON.....	805
I. Les aspects législatifs.....	805
A. Adoption du troisième programme d'action santé publique.....	805
B. Aperçu des avancées dans les domaines d'action prioritaires du programme santé publique.....	807
II. Les aspects contentieux.....	817
A. Arrêts mettant en jeu la santé publique dans le cadre du marché intérieur.....	817
B. Législation pharmaceutique.....	818
 Questions sociales, par Sylvie HENNION.....	 823
I. L'abus de droit en matière de recours à l'assistance sociale de l'État d'accueil.....	824
A. Unification de la notion de prestation d'assistance sociale.....	824
B. L'instrumentalisation du système de protection de l'État membre d'accueil.....	825
II. La protection sociale de la mobilité.....	827
A. Les préretraites progressives : objectifs légitimes de protection sociale ?.....	827
B. Les conflits de lois en matière de prestations familiales.....	829
C. La portabilité des pensions complémentaires (directive 2014/50/UE du 16 avril 2014).....	830
III. La circulation des travailleurs.....	832
A. Directive 2014/54/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative à des mesures facilitant l'exercice des droits conférés aux travailleurs dans le contexte de la libre circulation.....	832
B. Détachement des travailleurs, <i>dumping</i> social et exigences impérieuses d'intérêt général : l'état des lieux.....	833

Politique de cohésion économique, sociale et territoriale, par Stéphane DE LA ROSA	841
I. La mise en œuvre de la nouvelle programmation des Fonds structurels	842
A. Une réorientation majeure de la politique de cohésion : le Fonds d'investissement.....	842
B. L'adoption des instruments de mise en œuvre	845
C. L'adoption des accords de partenariat.....	849
II. L'actualité contentieuse de la politique de cohésion.....	850
A. Le renforcement de l'imbrication entre les contentieux de la cohésion et de la commande publique.....	851
B. Contentieux de la cohésion et droits fondamentaux	852
C. Le contentieux de la légalité des corrections financières	854
 Union économique et monétaire, par Francesco MARTUCCI	 859
I. Intégration monétaire	859
A. Le cadre institutionnel de l'Eurosystème	859
B. Les missions fondamentales de l'Eurosystème	864
II. Gouvernance économique	866
A. La discipline budgétaire	866
B. L'assistance financière.....	870
III. Union bancaire	872
A. Le Mécanisme de surveillance unique.....	872
B. Le Mécanisme de résolution unique	876
 CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE, sous la responsabilité de Fabrice PICOD	 883
I. Recueil de textes et codes	883
II. Traités et manuels	885
III. Monographies	902
IV. Thèses.....	910
V. Ouvrages collectifs.....	922
VI. Ouvrages à caractère pédagogique.....	959
VII. Mélanges et recueils d'études.....	961

REVUE DES REVUES,

sous la responsabilité de Fabrice PICOD

coordinatrices Freya CLAUSEN et Araceli TURMO..... 963

I. Droit institutionnel.....	965
II. Droits nationaux et droits européens.....	973
III. Droits fondamentaux.....	976
IV. Citoyenneté européenne	984
V. Contentieux	984
VI. Relations extérieures.....	987
VII. Espace de liberté, de sécurité et de justice.....	991
VIII. Libertés de circulation.....	995
IX. Fiscalité et douanes.....	1000
X. Concurrence	1009
XI. Actions et politiques communes.....	1012
XII. Propriété intellectuelle	1023
XIII. Droit international privé européen	1024
Index des noms de personnes.....	1029
Index thématique.....	1037
Index de jurisprudence	1051